

Incités par le caractère bureaucratique de leur formation, forcés souvent par les exigences des dirigeants soviétiques qui les contrôlent, et soumis à la pression de leurs propres difficultés avec les populations urbaines, les gouvernements « populaires » de ces pays oscillent dans leur politique envers la paysannerie entre une collectivisation accélérée forcée et des retraites précipitées devant la puissante résistance des masses agricoles. Ils s'en prennent alors à une partie de leur propre direction qui sert de « bouc émissaire » pour leurs propres échecs et leurs déboires. C'est, en particulier, le cas de pays comme la Roumanie et la Bulgarie où des épurations spectaculaires successives ont eu lieu dans les sphères dirigeantes des partis communistes au pouvoir, la dernière et la plus retentissante étant celle d'Anna Pauker et de Luca, en réalité accusés d'avoir entrepris mollement la lutte contre les koulaks et la collectivisation forcée de l'économie agricole.

Sur le plan des rapports avec les masses ouvrières, les difficultés sont aussi grandes, particulièrement dans les pays les plus développés comme la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la zone-orientale de l'Allemagne. Elles se manifestent dans la résistance que les ouvriers témoignent à *l'intensification du travail*, l'accélération des cadences, la généralisation du système de la chaîne, la prolongation des heures de travail par jour et par semaine, etc., et aux mesures économiques et politiques de caractère coercitif que les gouvernements « populaires » emploient pour « discipliner » les ouvriers (13).

La cause la plus profonde de ces difficultés

réside dans le caractère bureaucratique de ces gouvernements qui sont incapables d'associer sur une base démocratique, volontaire et consciente, les ouvriers à l'effort productif accru nécessaire. Le régime bureaucratique s'avère non seulement être oppresseur mais anti-économique.

Enfin, sur le plan des rapports entre les directions nationales de ces pays et la direction de l'U.R.S.S., les difficultés proviennent du caractère dominateur et spoliateur que revêt le contrôle de celle-ci. C'est le résultat de la nature bureaucratique du régime politique actuel de l'U.R.S.S. se trouvant aux mains d'une caste bureaucratique, omnipotente, qui s'est élevée au-dessus des masses du pays, les a expropriées complètement du pouvoir politique, et est avide de nouveaux privilèges et d'une puissance accrue. Le contrôle qu'elle a établi sur tous ces pays, à travers le rôle qu'a joué l'Armée Rouge dans leur libération et l'installation du nouveau pouvoir (14) et de ses propres agents au sein de chaque direction nationale des P.C., n'est pas désintéressé. Il lui profite largement, l'économie de ces pays étant de plus en plus planifiée selon les nécessités du plan de l'U.R.S.S. même, plan dont la bureaucratie soviétique est le plus grand bénéficiaire.

D'autre part un régime qui ne fait pas confiance aux masses de son propre pays et ne se maintient au pouvoir que grâce à un appareil de coercition tentaculaire, ne peut pas s'associer à d'autres pays sur une base d'égalité et de confiance, mais sentira un besoin encore plus impérieux de les tenir dans son orbite grâce à un contrôle aussi direct que possible sur ceux-ci.